

I - CONTEXTE DE L'ETUDE

Le choix des Petites et Moyennes Entreprises (PME) comme l'objet de notre recherche scientifique ne relève pas du hasard. Il est largement admis que les PME constituent la cheville ouvrière du secteur privé, quel que soit son niveau de développement, et apportent une contribution non négligeable au développement économique en général et au développement de l'industrie en particulier. Les PME représentent plus de 90 % des entreprises existant dans le monde et entrent pour 50 à 60 % dans le nombre d'emploi (ONU, 1999).

Aujourd'hui aux Etats-Unis plus de 80 % des créations d'emploi sont le fait de PME. On dénombre en Europe 23 millions de PME représentant 99% des entreprises et génèrent 75 millions d'emplois (Charront)¹. En Chine 3,6 millions des PME contribuent à, environ 56 % du PNB, 75 % de la valeur ajoutée industrielle, 62,3 % des exportations, 65 % des brevets, 75 % des innovations techniques et 80 % des nouveaux produits² (Thierry Pairault et Wei Wang, 2005). Il est alors évident que l'apport des PME soit encore plus important dans les Pays Moins Avancés (PMA) à l'instar des pays africains.

En Afrique au cours de ces dernières décennies d'indépendance³, les responsables politiques ont axés principalement leur effort sur des grandes entreprises industrielles mettant au second rang les PME si elles ne sont pas purement et simplement négligées. Ces grandes entreprises industrielles, dévoreuses des capitaux et porteuses des germes de dépendance vis-à-vis de l'extérieur, ont produit des déficits chroniques sans aucun espoir d'intégration économique⁴. On va donc assister à un grand virage dans la stratégie de développement des pays africains pendant les années 1980.

En effet, souvent sous le poids de la contrainte financière extérieure, la plupart des pays de continent africain ont commencé à mettre en place des politiques basées sur l'ouverture de l'économie, la déréglementation, l'allocation des ressources au gré du marché, la promotion du secteur privé... C'est dans ce cadre que le rôle des PME est désormais valorisé.

Plusieurs facteurs sont mis en avant pour justifier l'importance de développement des PME tant par les responsables politiques que par la littérature économique : elles font appel à

¹ Données provenant de site [http : www.abb-bvb.be/gen/downloads/wf.codepme.pdf](http://www.abb-bvb.be/gen/downloads/wf.codepme.pdf), consulté le 13/10/07.

² Statistiques avancées lors de la foire des PME chinoises qui s'est tenue en Octobre 2004.

³ Pendant les années 1960 et 1970.

⁴ La combinaison du contrôle des ces grandes entreprises par l'Etat et l'absence de concurrence sur les marchés ont finalement conduit à des dysfonctionnements généralisés qui se manifestent sous la forme des produits chers et de mauvaise qualité, et par un besoin croissant de subventionnement public des entreprises publiques, au détriment de fonds publics disponibles les services et équipements collectifs essentiels.

une main-d'œuvre plus nombreuse et tendent à contribuer à une répartition équitable de revenus ; elles contribuent à une répartition plus rationnelle des ressources et enfin, concourent à la mise en place du système de production intégré.

Si les PME restent des facteurs importants pour le développement économique de l'Afrique, il n'en demeure pas moins que celles-ci éprouvent d'énormes difficultés lors de leur création et de leur développement.

En effet, il existe de nombreuses entraves au développement des PME. Néanmoins, la plupart des études théoriques et de terrain convergent sur l'importance du manque des moyens financiers pour créer et développer une PME. Sans pour autant négliger les autres facteurs qui empêchent la création et l'épanouissement des PME, les problèmes ayant trait au financement de ces PME en Afrique comptent parmi les obstacles les plus importants (KAFFMAN, 2004). Le problème de financement des investissements a toujours constitué une préoccupation majeure des différents responsables d'entreprise et d'autorités politiques dans nos économies modernes (MAHMOUDOU, 2002). Sur le plan théorique, la recherche en PME n'a cessé de se développer durant ces vingt dernières années. En effet, le nombre de colloques, de revues et des thèses des doctorats consacrés à la PME augmente de plus en plus (Najet Boussa Thema, 2004).

La recherche en finance d'entreprise surtout dans le contexte de PME s'intensifie en particulier ces dernières années. Ceci se justifie par la prise de conscience des chercheurs de ses spécialisés financières qui fait d'elle une entreprise particulière et non la miniature de grande entreprise (la PME n'est pas la « petite grande entreprise »). Pour donc accompagner les praticiens dans la recherche des solutions aux problèmes de financement des PME, les théoriciens tentent à travers leurs études d'expliquer à la lumière des théories financières, souvent pensées dans le contexte des grandes entreprises, le comportement financier de ces entités afin d'en bâtir des théories financières directement applicables par elles. Ses spécificités financières ont données à la PME un véritable statut en tant qu'objet de recherche scientifique en finance d'entreprise (Belletante et Levratto, 1995).

Le rôle très important joué par les PME dans le développement économique de l'Afrique en général et du Tchad en particulier, ses difficultés de financement de ses investissements constituant une préoccupation majeure tant pour ses responsables que pour les autorités politiques, ses spécificités financières lui conférant un véritable statut en tant qu'objet de recherche scientifique en finance d'entreprise, ainsi le manque de connaissances de ses comportements financiers dans le contexte tchadien justifient le caractère d'actualité et d'originalité de notre étude. Le Tchad constitue un défi majeur en matière de promotion des

PME⁵ et pourtant peu de choses sont connues sur le financement des investissements des PME de ce pays (Zébé, 2004) d'où le choix de notre thème : « **La structure de financement des investissements des PME tchadiennes** ».

II - PROBLEMATIQUE DE LA RECHERCHE

Jusqu'au milieu des années 1970, la PME était considérée comme une miniature de la grande entreprise. C'est donc à partir du milieu des années 1970 que la recherche en PME a commencé à se développer et considéré cette PME comme entreprise particulière. La PME ne peut se définir que dans un contexte bien précis car elle dépend de la réalité économique de chaque pays. Ainsi, dans le contexte tchadien (champs empirique de notre étude) on peut définir la PME comme « une unité de production des biens et services régulièrement constituées et disposant des installations propres ; ses capitaux détenus entièrement ou partiellement par les nationaux qui peuvent ou non assurer la direction ; a un nombre d'employé permanent lié à ses activités normales correspondants à un effectif moyen compris entre trois (03) et cent (100) personnes »⁶.

La structure financière d'une entreprise est entendue comme la répartition de ses capitaux entre le financement interne et le financement externe. Elle a souvent soulevé des débats et parfois contradictoire à travers des théories financières expliquant le comportement financier des entreprises. Le comportement de financement des entreprises est expliqué par des théories financières privilégiant une approche par compromis, et celles privilégiant une approche par hiérarchie (Harris et Raviv, 1991). Ces théories ne sont que partiellement validées par les praticiens et on note aussi que parfois certains éléments clés de décisions financières ne sont pas intégrés aux principaux cadres conceptuels (Carpentier, 2000). A ce problème de décalage entre ce que prévoient les prescriptions théoriques et les pratiques financières s'ajoute la non adaptabilité de ces théories financières souvent pensées dans le cadre des grandes entreprises. Carpentier Cécile (2000) va donc prescrire une concertation entre les milieux académiques et les professionnels pour combler ce fossé entre la théorie financière et la pratique. Colot et Michel (1996) vont prôner une théorie financière adaptée aux PME partant des théories financières souvent conçues dans le cadre des grandes

⁵ Déjà très affaibli par les conflits militaires (30 années environ) le pays n'a pas échappé à la crise économique et financière de ces dernières années. Aussi longtemps confronté au contexte politique, économique et social, très incertain qui a dissuadé toute forme d'investissement et financement extérieur, il doit maintenant faire face à l'insuffisance chronique de son infrastructure financière et au manque de ressources financières pour appuyer la promotion de ses PME, ses seules perspectives réalistes en matière de gains d'emploi et d'accroissement de la valeur ajoutée.

⁶ Ministère du plan et coopération, préparation au séminaire sur la promotion du secteur privé au Tchad, Rapport des commissions spécialisées, 1993.

entreprises. On peut donc se demander : **quel est le comportement de financement des investissements des PME tchadiennes ?** Telle est la problématique centrale de notre étude. Cette problématique de financements des PME et surtout celle du Tchad (rappelons le que les PME restent les seules perspectives réalistes en matière de gain d'emploi et d'accroissement de la valeur ajoutée pour ce pays) lesquelles peu de choses sont connues, doit nous convaincre de la portée et de la pertinence de cette question. De cette problématique découlent trois (03) principales questions qui guident notre étude :

- **Quelles sont les difficultés et les principales sources de financement des investissements des PME tchadiennes ?**

- **Peut-on dégager une tendance de la hiérarchisation de financement des investissements des PME tchadiennes ?**

- **Peut-on en déduire les éléments caractérisant la spécificité financière des PME tchadiennes ?**

Répondre à toutes ces questions nécessite une bonne revue de la littérature financière existant sur la finance d'entreprise et un minutieux travail de terrain afin de confronter la théorie financière à la pratique financière des PME tchadiennes.

III - OBJECTIF DE L'ETUDE

Notre investigation a pour principal objectif **d'étudier le comportement de financement des investissements des PME tchadiennes à la lumière des considérations propres aux théories de compromis et des théories de préférence de financement hiérarchisée.** Plus précisément dans ce travail nous tenterons de :

- **Mettre en évidence les difficultés et sources de financements des investissements des PME tchadiennes ;**

- **Vérifier l'existence d'une hiérarchie de financement en ce qui concerne le financement des investissements des PME dans le contexte tchadien ;**

- **Mettre en évidence la spécificité financière des PME tchadiennes.**

L'atteinte d'un tel objectif nécessitera une confrontation de la théorie à la pratique financière des PME tchadiennes.

Quel est l'intérêt d'une telle recherche tant sur le plan théorique que sur le plan pratique?

IV - INTERET DE LA RECHERCHE

La contribution de notre thèse se situe sur le double plan théorique et pratique.

Sur le plan théorique, notre travail contribuera à l'aménagement des préceptes théoriques de finance d'entreprise pour les ajuster aux pratiques financières des firmes rapprochant ainsi les milieux académiques des milieux professionnels et ce dans notre cas à la lumière d'un contexte spécifique qu'est le Tchad. Elle permettra aussi aux chercheurs de trouver des axes de réflexion, soit pour le compléter, soit pour le vérifier ou l'approfondir et permettra ainsi d'établir des théories financières expliquant mieux les pratiques financières des PME. Ce travail devrait être également utile, du moins nous l'espérons, pour le développement d'enseignement spécifique à la gestion financière des PME africaines dans les grandes écoles et les universités.

Sur le plan pratique, s'inscrivant dans la problématique des sciences de gestion, notre travail se doit de proposer des moyens ou des outils susceptibles d'améliorer les pratiques financières des PME tchadiennes. C'est d'ailleurs comme le fait remarquer Martinet Alain Charles (1978) « la seule raison d'être admissible de la pensée stratégique (comme en Sciences de Gestion en générale) réside dans une meilleure compréhension de l'action collective finalisée en vue d'une maîtrise, d'une efficacité et d'une efficience accrues ». Cette étude serait donc utile tant pour les responsables des PME que pour l'Etat tchadien:

- La mise en évidence des difficultés de financement des investissements, l'analyse des différentes sources de financement des investissements et nos recommandations permettront l'amélioration de la gestion des PME par ses promoteurs rendant ainsi celles-ci capables de jouer pleinement leur rôle dans le développement économique du Tchad.

- L'Etat tchadien dans sa stratégie de promotion des PME trouvera, dans cette étude un véritable document d'information lui permettant de jouer pleinement son rôle de facilitateur et d'encadrement de processus de développement économique.

V - HYPOTHESES DE LA RECHERCHE

Les nouvelles orientations de la finance d'entreprise permettent de considérer la PME comme un objet théorique à part entière, défini non en opposition à un autre objet positivement identifié, mais à partir de ses spécificités financières propres (Belletante, Lavratto, Paraque, 2001). A la lumière des théories financières standards, toutes entièrement dévolues à la firme de grande taille cotée, nous allons formuler des propositions théoriques qui expliqueraient mieux le comportement de financement des investissements des PME afin de les confronter à la pratique des PME tchadiennes.

Hypothèse 1 : Les caractéristiques des PME gouvernent leur comportement de financement des investissements. Nous retenons comme les caractéristiques des PME sa taille, son âge, sa croissance, sa rentabilité et l'importance de garanties dont elles disposent.

Selon la prédilection de la théorie de préférences de financement hiérarchisées, la rentabilité influencerait significativement et négativement le recours à la dette pour financer les investissements (Néhili, 1984; Dubois, 1985 ; Mulkay et Sassenou, 1995 ; Biais et al, 1995 ; Bédué, 1997 ; Carpentier et Suret, 2000 ; Kremp et Stöss, 2001 ; Rédis, 2004 ; Ziane, 2004)⁷. Selon cette théorie, les propriétaire-dirigeants des PME ayant une forte aversion à la dilution de la propriété ne recourent qu'à l'endettement que si l'autofinancement s'avère insuffisant pour financer les investissements envisagés. Puisque le degré d'autofinancement est déterminé pour une large partie de résultats tirés de leur exploitation, toute chose restant égale par ailleurs, les PME les plus rentables seront les PME les moins endettées (Myers, 1977). A l'inverse, selon la théorie de signal (Ross, 1977), les banques utilisent la rentabilité passé dans l'évaluation de risque pour l'octroi de financement, les entreprises les plus rentables seront tenter de s'endetter au maximum tant elles le pourront. Comme le soutiennent Modigliani et Miller (1963) l'entreprise est incitée à s'endetter autant que possible pour maximiser l'avantage fiscal.

La taille de l'entreprise selon Belletante et Lavratto (1995) l'influence sur le degré de l'asymétrie d'informations que celle-ci émet. Les PME étant un champ particulier d'asymétrie d'informations engendrant un coût élevé de fonds d'origine externe en comparaison aux grandes entreprises, cela limite ainsi leur accès au financement externe. Ce même raisonnement est valable pour distinguer les PME entre elles (micro, petite et moyenne entreprise). L'influence de la taille sur recours à l'endettement semble positive (Dubois, 1985 ; Bourdieu et Colin-Sedillot, 1993 ; Bédué, 1997 ; Sall, 2002 ; Rédis, 2004 ; Ziane, 2004). Pour Carpentier et Suret (2000), la taille est négativement reliée à l'endettement car pour eux plus l'entreprise est grande, plus elle peut s'autofinancer. Une partie de cette contradiction s'expliquerait, selon Hillion et Malécot (1995), par le fait que les plus petites et les plus grandes entreprises recourent moins au financement externe que les firmes moyennes.

Une PME à forte croissance se caractérise par un besoin de financement à moyen et long terme élevé et comme l'autofinancement ne peut pas couvrir ce besoin pour la plupart des cas, devrait, selon les prédilections des théories de financement hiérarchique, faire recours au financement bancaire (Chiltenden et al, 1996). Ainsi une croissance soutenue devrait se traduire par un niveau d'endettement élevé pour les PME. A l'inverse, la théorie de signal

⁷ Néhili, 1984 ; Biais et al, 1995 et Kremp et Stöss, 2001 ont été cité par Janssen, 2005.

suppose qu'une croissance forte devrait conduire à la multiplication des conflits d'agence entre le propriétaire dirigeant et le créancier, se matérialisant par une prise de risque élevée pour le propriétaire-dirigeant à rémunération résiduelle dans le contexte d'information imparfaite. Pour cette approche, une forte croissance n'encourage pas le dirigeant-propriétaire à s'endetter.

La conclusion des théories financières est divergente quand à l'influence de l'âge de l'entreprise sur sa structure financière. Pour la théorie prônant l'existence d'une structure financière optimale, une durée de vie plus longue entraîne un niveau de coût de défaillance et un niveau des asymétries d'information moins préjudiciables à l'obtention de financement par endettement. Le capital de réputation, l'expérience de propriétaire-dirigeant, et plus généralement la survie de l'entreprise sont des facteurs qui concourent à la réduction des coûts d'agence par le biais d'un signal positif de qualité des projets d'investissement (Jensen et Meckling, 1976). La PME la plus âgée selon cette approche serait la plus endettée car recherchant la structure financière optimale. D'après la théorie de financement hiérarchique, si l'on suppose que la capacité d'autofinancement de la PME est fonction croissante de sa durée de vie, l'ordre de financement établi implique que les PME les plus âgées usent moins intensive l'endettement (Myers et Majluf, 1984).

Plus la PME dispose dans son actif des immobilisations corporelles importantes, plus l'évaluation des coûts de défaillance de l'entreprise va dans le sens d'une augmentation de capacités d'endettement. Selon la théorie de l'agence, la garantie réduit le degré d'asymétrie d'informations par le fait que le prêteur peut par le biais des clauses contractuelles spécifiques, interdire au propriétaire-dirigeant de céder tout ou partie de leurs actifs immobilisés ou de réaliser des opérations de fusion/acquisition. Cet engagement contractuel conduit à la diminution des possibilités de sous investissements ou des prélèvements managériaux discrétionnaire (Jensen et Meckling, 1976). A défaut, d'autres garanties sont mises en place par les banques sous la forme de l'engagement d'un tiers de se substituer au débiteur défaillant ou d'un droit sur un bien. Un niveau élevé de garanties améliore la capacité d'endettement selon la logique de théorie financière par compromis.

Tous ces facteurs contribuent donc à l'explication de comportement de financement des PME.

Hypothèse 2 : Le profil du propriétaire-dirigeant influence la structure financière de financement des investissements des PME. Nous opérationnalisons le profil du dirigeant ici par son expérience, sa formation et son désir de pouvoir et contrôle de l'entreprise.

Selon Olivier Ferrier⁸, le désir d'indépendance, propre aux propriétaire-dirigeants n'est pas sans doute sans effet sur le comportement de l'entreprise en termes de financement. Cela va se manifester par la promotion d'autofinancement au détriment d'autres décisions financières. Ces propriétaire-dirigeants des PME (majoritairement familiales) sont moins généreux à la distribution des dividendes (en comparaison aux grandes entreprises) selon Calvi-Receyron (2000). Il faut noter qu'il existerait une relation opposée entre l'autofinancement et la distribution des dividendes (Sami Basly)⁹. Dans la recherche de ses objectifs de l'autonomie décisionnelle, de pouvoir, de la réalisation de soi, de sa pérennité à la tête de l'entreprise... (Janssen, 1998). Les propriétaire-dirigeants vont donc renforcer leur capacité d'autofinancement en apportant des fonds propres implicites sous la forme de leurs rémunérations réduites ou sous-évaluées et leurs surinvestissements en temps (Ang, 1991) dans le but de couvrir leurs besoins de financement des investissements.

Certains propriétaire-dirigeants, par manque de formation qui se traduit par des incompétences managériales, vont influencer sur la structure financière de leur entreprise. Ce manque de formation engendre une opacité dans la gestion se caractérisent par la non tenue de comptabilité, la présentation au banquier des projets d'investissement non éligibles... (Samuel Vallée, 2007). Pour ces types des dirigeants même s'ils sont prêts à supporter un coût élevé de crédit bancaire, ils se verront refuser le financement, leur obligeant à se contenter de leur seule capacité d'autofinancement.

L'expérience du propriétaire-dirigeant compte bien pour obtenir de financement de la banque car cela permettra aux banquiers de juger la compétence passée de ses clients. Le jeune dirigeant n'ayant pas d'expérience se trouve donc peu éligible par le banquier qui est son principal partenaire de financement externe. Ceux -ci vont se contenter de l'autofinancement et à défaut vont se tourner vers les sources informelles de financement qui sont malheureusement pour la plupart des cas à court terme, ou très court terme inadéquates au financement des investissements.

On peut donc émettre l'hypothèse selon laquelle le profil du propriétaire dirigeant influencerait la structure financière de financement des investissements des PME.

⁸ Olivier Ferrier, Le financement des très petites entreprises, tiré du site <http://www.univ-paris12.fr/www/labos/erudite/pdf/lefinancementdestpe.pdf>, consulté le 14 octobre 2007.

⁹ Sami Basly, Le conservatisme : une explication des choix financiers des PME familiale, lu sur le site <http://affi2007.u-bordeau4.fr/actes/197pdf>, lu le 12 octobre 2007.

Hypothèse 3 : L'environnement financier explique la structure de financement des investissements des PME. Nous matérialisons le système financier par le coût et la facilité d'accès au financement bancaire pour la PME.

En dépit d'une préférence supposée pour la disponibilité, nous considérons l'impacte du coût de financement par emprunt pour les PME (Ziane, 2004). Ce coût, lié au risque de défaut, se traduit par un renchérissement du crédit pour les plus petites PME. Une relation négative peut être supposée entre le coût de financement bancaire et le niveau d'endettement des PME.

Pour financer les investissements, les entreprises ont besoin de financement à moyen ou à long terme, or il est vraiment difficile aux PME de se voir accorder ce type de financement. D'ailleurs pour la plupart des banques africaines, leur liquidité constituée essentiellement de dépôt à vue ne leur permet de financer les investissements. Le système financier peu adapté aux PME va donc influencer sur son comportement de financement des investissements.

VI - DEMARCHE METHODOLOGIQUE

La démarche méthodologique est d'une importance capitale dans les travaux scientifiques dans la mesure où elle donne la rigueur nécessaire à la recherche. La qualité du résultat dépend absolument de la démarche scientifique suivie.

Après une problématique qui nous a permis de poser clairement le problème de notre recherche, nous trouvons la démarche hypothético-déductive adaptée à la présente étude puisque l'objectif visé étant de confronter les théories financières aux pratiques financières des PME tchadiennes. De la revue de la littérature existante sur le sujet, nous avons tiré des solutions théoriques, c'est à dire les hypothèses émises ci-haut.

Nous allons avoir recours à la méthode de collecte des données empiriques. Nous effectuerons une collecte de données comptables et financières à la direction de statistique du ministère de l'économie et de finance, et aussi à la chambre de commerce, d'agriculture, de mine, d'artisanat, d'élevage et d'industrie du Tchad. Celles-ci seront complétées par des enquêtes qui seront menées en soumettant des questionnaires relatifs aux déterminants de la structure de financement d'investissement, au profil des propriétaire-dirigeants et au système financier des PME tchadiennes. Après avoir conçu le questionnaire et précisé le type d'échantillon choisi et sa taille, nous allons les administrer de façon directe.

S'en suivra la phase du traitement et de l'analyse des données. La méthode économétrie dynamique à travers la régression linéaire multiple sera effectuée sur les

indicateurs du bilan afin d'expliquer la structure de financement des investissements des PME tchadiennes. Cela nous permettra de tester la première hypothèse de l'étude. Une fois les données du questionnaire collectées et codifiées, elles seront traitées grâce aux tests de khi -deux pour mesurer l'influence de profil des propriétaire-dirigeants et du système financier sur la structure financière des PME tchadiennes (teste des hypothèses 2 et 3 de l'étude). L'analyse factorielle des correspondances multiples sera effectuée pour établir la typologie des PME selon leur comportement financier. Le tri à plat nous permettra de caractériser les PME de l'échantillon de la recherche. Toutes ces analyses des données se feront grâce aux logiciels statistiques appropriés : SPSS (version 12.1) et Sphinx plus² version d'évaluation (V.4.5).

Après l'interprétation des résultats, les conclusions de la recherche relèveront les faits majeurs et nos recommandations consécutives aux problèmes relevant de cette recherche.

VII – PLAN DE L'ETUDE

Le sujet sera abordé en deux parties.

La première partie précisera les théories financières qui expliquent la structure financière des entreprises. Ces théories seront ensuite revisitées à la lumière des particularités des PME. De cette revue de littérature, les hypothèses seront émises pour servir des références aux données empiriques. Enfin, la problématique de financement des PME tchadiennes, leurs enjeux économiques y seront abordés.

La seconde partie abordera la mise en application des principaux enseignements tirés de ces théories financières. Il s'agira de confronter à la réalité financière des PME tchadiennes, les hypothèses synthétiques préalablement établies. Les données issues des informations quantitatives disponibles via les états financiers des PME de notre échantillon ainsi que celles issues de questionnaire seront analysées grâce à des méthodes d'analyse statistique appropriées.

Naturellement, nous relèverons à la fin de notre étude, les faits majeurs expliquant le comportement de financement des PME tchadiennes et ses spécificités financières avant de tenter de faire de recommandations aux promoteurs des PME (propriétaires, dirigeants, Etat tchadien, et autres partenaires).

VIII - BIBLIOGRAPHIE

Abraham et Thoma A., *Microéconomie, décision optimale dans l'entreprise et dans la nation*, Dunod, Paris, 1966.

Ang, J. S., *Small Business uniqueness and the Theory of Financial Management*, *Journal of Small Business Finance*, vol. 1, n°1, 1991, pp. 1-13.

Anon Lenoir, *Le financement de la petite entreprise en Afrique*, édition HARMATTAN, 1995, 73 pages.

Apoteker Thierry, *Les relations banques-PME : un éclairage théorique sur les stratégies pour les banques françaises*, Banque Stratégie, N°130, Septembre 1996 [en ligne]. Disponible sur <http://www.tac.financial.com/pub/bque-pme.pdf>, consulté le 13 octobre 2007.

BAID/OCDE, *Perspectives économiques en Afrique : le Tchad*, BAID/OCDE 2004/2005 [en ligne]. Disponible sur <http://www.oecd.org/dataoecd/20/25/348841.20pdf>, consulté le 16 octobre 2007.

Bancel F. et Richard A., *Les choix des investissements*, Economica, Paris, 1995, 203p

Banque Mondiale, *Investir en Afrique*, Washington, 1995.

Basly Sami, *Le conservatisme : une explication des choix financiers des PME familiale* [en ligne]. Disponible sur <http://affi2007.u-bordeau4.fr/actes/197pdf>, consulté le 12 octobre 2007.

Bellalah M., *Gestion financière : diagnostic, évaluation et choix d'investissement*, Economica, Paris, 1998.

Belletante Bernard et Paliard Rémy, *Les déterminants du comportement d'endettement des PME cotées* [en ligne]. Disponible sur <http://neumann.hec.ca/airepme/pdf/1996/V%20belletante.pdf>, consulté le 12 octobre 2007.

Belletante Bernard, Levratto Nadine et Paraque Bernard, *Diversité économique et modes de financement des PME* [en ligne]. Disponible sur <http://perso.orange.fr/bparaque/download/article1001pdf>, consulté le 12 octobre 2007.

Belletante, Bernard et Levratto Nadine, *Finance et PME : quels champs pour quels enjeux*, *Revue Internationale PME*, vol. 8, n°3-4, 1995, pp. 5-41.

Bied-Charreton F., Raffégeau J., *Le financement des entreprises*, 10^e édition, édition Francis Lefebvre, Paris, 1993.

Boissay Frédéric, *Crédits interentreprises et délais de paiement : une théorie financière*, *Annales d'Economie et de Statistique*, N° 73, 2004 [en ligne]. Disponible sur <http://www.adres.polytechnique.fr/anciens/n73/05boissay>, consulté le 12 octobre 2007.

Bonnet J., Gharbi A., Nicolas Lepape, *Intensité du recours à la dette, agressivité et pérennité des entreprises : une étude empirique à partir des enquêtes sine* [en ligne], 2002. Disponible

sur <http://www.univ-orleans.fr/DEG/GDRecomofi/Activ/doclyon/bonnet.pdf>, consulté le 27 mai 2005.

Brealey, (R. A.) & Myers (S. C.), *Principles of corporate finance*, New York, McGraw-Hill. Cereq Bref n°124, octobre 1996, in *Recueil d'Etudes Sociales* de l'INSEE n° 8, 1991,p. 109.

Bultel (E.), *Les théories de financement hiérarchique apportent-elles une explication nouvelle de la structure du financement des entreprises ?* In *Annales du management*, Tome II, Nancy, Economica, 1992, pp. 139 – 157.

Cabinet OKALLA AHANDA et Associés, *Rapport de mission d'étude sur les services aux entreprises*, N'djamena, 2002.

Carpentier Cécile et Sret J M . , *Strategie de financement des entreprises française : une analyse empirique*, Finance, vol.21, N°1, 2000, pp. 9-34

Carpentier Cécile, *Choix de financement et ratio-cible : le cas de français*, document de travail, première version : 15 novembre 1998.

Carpentier Cécile, *La recherche et la finance d'entreprise : des théories peu pratiques [en ligne]*, 2000. Disponible sur http://www.fsa.ulaval.ca/html/fileadmin/pdf/Ecole_comptabilite/Publications/La_recherche_et_la_finance_d_entreprise.pdf, consulté le 27 Mai 2005.

CEFOD, *Le secteur informel à l'ère pétrolière et l'équilibre économique du Tchad*, CEFOD, N'djamena, 1999.

Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture, des Mines et d'Artisanal, *Annuaire des sociétés industrielles, commerciales et agricoles du Tchad*, 6° édition, SEPIC Ltd, Nice, 1996.

Charreaux Gérard, *Gestion financière*, édition Litec, Paris, 1986, 508 pages.

Charreaux Gérard, *Structure de propriété de l'entreprise, relation d'agence et performance financière*, *Revue Economique*, N° 3, 1991, pp.521 – 552.

Charreaux Gérard., *Théorie financière et stratégie financière*, 1992 [en ligne]. Disponible sur <http://perso.orange.fr/gerard.charreaux/perso/article/THF.pdf>, consulté le 14 octobre 2007.

Charront C., *La nouvelle définition des PME* [en ligne]. Disponible sur <http://www.abb-bvb.be/downloads/wf.codepme.pdf>, consulté le 13 octobre 2007.

Chatel B., *Le financement des entreprises en Afrique*, in revue *Marché Tropicaux et Méditerranéens* n° 2697 du juin 1997, pages 1571-1574.

Chenery H. B., *Over capacity and the acceleration Principe*, *economica*, 1952.

CNUCED, *Possibilités d'action en vue du renforcement de la compétitivité des PME*, C N U C E D , 13-18 juin 2004 [en ligne]. Disponible sur http://www.unctad.org/docs/td399_c3d5881fr.pdf, consulté le 13 octobre 2007.

Colot Olivier et Croquet Mélanie, *Le caractère familial d'une PME influence-t-il le niveau d'endettement financier ?* Revue du financier N° 164 Mars-Avril 2007, pp72-9.

Colot Olivier, Bughin Christine et Croquet Mélanie, *Ratios cible d'endettement et comportement financier des grandes entreprises non cotées : une étude empirique belge*, [en ligne]. Disponible sur <http://affi2007.u-bordeau4.f/actes/113.pdf>, consulté le 12 octobre 2007.

Colot V. et Michel P. A., *Vers une théorie financière adaptée aux PME : réflexion sur une science en genèse*, Revue Internationale PME, vol. 9, n°1, 1996, pp. 143-166.

Conso Pierre., *La gestion financière de l'entreprise*, 7^e édition, édition Dunod, Paris, 1985.

Cornell et Shapiro, *Corporate stakeholders and corporate finance*, Financial Management, été, 1987, pp.5-14.

Cotta A., *Théorie générale du capital, de la croissance et des fluctuations*, Dunod, paris, 1966.

Daude B. et ROUDAIN H., *Finance et développement de l'entreprise*, les éditions ouvrières, Paris, 1974, 303 pages.

Dean J., *Capital budgeting*, New York, Columbia university press, 1951.

Edding Collette, *La problématique de financement de la PME camerounaise : une étude empirique*, in Intermédiation financière et financement des développement en Afrique, Yaoundé, presses universitaires de Yaoundé, Mars 2002, pp 229-256.

Et-Taoufik Fathi, *Contrainte de liquidité, investissement et propriété (cas des PME belges de haute technologie)* [en ligne]. Disponible sur <http://www.solvay.edu/EN/Research/documents/FATHI.pdf>.

Fernandez Valérie et Lantz Jean-Sébastien, *Structure financière des dotcom et rôle de l'intermediation financière en capital-risque* [en ligne]. Disponible sur http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=RES&ID_NUMPUBLIE=RES_106&ID_ARTICLE=RES_106_0180, consulté le 15 octobre 2007.

Galesne A., *Les décisions financières de l'entreprise: l'investissement*, Dunod, Paris, 1981, 358 pages.

Gari Saldi G., *L'analyse stratégique : comment concevoir les choix stratégiques en situation de concurrence*, 3^e édition, Organisation, Paris, 2001, 438 P.

Gaud P., Jani E., *Déterminant de la structure du capital des entreprises suisses : une étude empirique*, 2002 [en ligne]. Disponible sur http://www.hec.unige.ch/recherches_publications/cahiers/2003/2003.17.pdf, consulté le 11 juillet 2005.

Ginglinger E., *Les décisions d'investissement*, Nathan, 1998.

Goffin R., *Principe de financement moderne*, Economica, Paris, 2001.

Guerny J. et Guiriec J. C., *Gestion prévisionnelle à long terme : le plan d'entreprise*, 1^{ère} édition, Edition Delmas, 1979.

Harris M., et Ravis A., *The theory of capital structure*, Journal of Finance N° 44, 1991, pp.297-355.

Huson (B.) et JORDAN (H.), *Les choix des investissements*, Economica, DEMAS,1988.

Janssen F., *L'influence de l'interpénétration du dirigeant et son entreprise sur l'endettement des PME et leurs relations avec la banque* [en ligne], Chier de Recherche CR-98-07 (Institut de recherche sur les PME), 1998. Disponible sur http://www.poge.ucl.ac.be/cvpdf/FJ_CV_EN_pdf, consulté le 02 juin 2005.

Jensen M. C. et Meckling W. H., *Theory of the firm: Managerial behavior, agency costs and capital structure*, Journal of Financial Economic, Vol 3, 1976, pp. 305-360.

Kaffmann C., *Le financement des PME en Afrique* [en ligne], centre de Développement de l'OCDE, Repères N° 7, 2004. Disponible sur <http://www.ocde.org/dev/pea>, consulté le 06 juin 2005.

Lehman J. P., *Finance d'entreprise : Définitions des 2500 mots et expressions les plus utilisés*, Paris, Dunod, 1992,152p.

Lenoir A., *Le financement des entreprises dans les pays en voie de développement* revue Techniques Financières et Développement n° 40-41 Septembre / Décembre 1995.

Lesourne J., *Technique économique et gestion industrielle*, Dunod, Paris, 1965.

Levasseur (M.) et QUINTART (A.), *La fonction financière dans L'entreprise : les directeurs financiers des années 90*, Revue française de gestion n° 92 Janvier – Février 1993.

Ly Baro, *Structure financière de l'entreprise*, Economica, Paris, 2002.

Mahmoudou Bocar Sall, *La sources de financement des investissements de la PME : une étude empirique sur les données sénégalaises*, Afrique et Développement, vol XXVII, N°s 1 & 2, 2002, pp.84-115.

Mairesse J., MULKAY B., et HALL B. H., *Investissement des entreprises et contraintes financières en France et aux États-Unis*, Économie et Statistique, 2001, PP. 67-84.

Miller Merton, *Deb and taxes*, Journal of Finance, N° 32, 1977, pp.261-275.

Ministère du plan et coopération, préparation au séminaire sur la promotion du secteur privé au Tchad. *Rapport des commissions spécialisées*. 1993.

Modigliani Franco, MILLER Merton, *Corporation incom tax and cost of capital: A correction*, in American Economic Review, vol 53, 1963, pp. 2433-443.

Modigliani Franco, Miller Merton, *The cost of capital, corporation finance and théorie of investsment*, American Economic Review, N° 48, 1958, pp. 261-297.

Mourgue Nathalie., *Le choix des investissements dans l'entreprise*, Economica, Paris, 1994, 111pages.

Mulkay Benoit et Mohamed Sassenou, *La hiérarchie des financements des investissements des PME*, Revue économique, vol 46, N° 2, Mars 1995, pp. 345 – 364.

Myers S. C. et Majluf W., *Corporate financing and investment decisions when firms have informations that investor do not have*, Journal of Financing Economics, vol. 13, 1984, pp. 187-221.

Myers S. C., *Determinant of corporate borrowing*, Journal of Financial Economics, N° 5, 1977, pp.147-175.

Najet Boussa Thema, *Dénaturation de la PME et apport de la théorie financières moderne : une application économétrique sur les données de panel* [en ligne]. Disponible sur http://edoc.bib.ucl.ac.be:81/ETD-db/collection/available/BelUcetd-01232004-112350/unrestricted/These_Coulibaly.pdf, consulté le 18 juin 2005.

Ndong Ntah Marcellin Henri, *Financement bancaire camerounais : crise et dynamisation par le mécanisme de garantie*, in Intermédiation financière et financement des développements en Afrique, Yaoundé, presses universitaires de Yaoundé, Mars 2002, pp 205-227.

Ngobo P., *Structure du capital et performance de l'entreprise : Le rôle modérateur des différences culturelles nationales* [en ligne], 2004. Disponible sur <http://www.strategie-aims.com/Normandie04/sessions/Ngobo-Capiez.pdf>, consulté le 20 juin 2005.

Ngongang Dagobert., *Le financement du haut du bilan dans les PME camerounaises*, non publié.

Nussebaum M., *La décision d'investissement dans l'entreprise*, Economica, Paris, 1978.
OCDE, Rapport de l'OCDE établi par la Direction de la science, de la technologie et de l'industrie de l'OCDE, 1998.

Olivier Ferrier, *Le financement des très petites entreprises* [en ligne]. Disponible sur <http://www.univ-paris12.fr/www/labos/erudite/pdf/lefinancementdestpe.pdf>, consulté le 14 octobre 2007.

ONUDI, *Renforcement des capacités pour le développement du secteur privé en Afrique, un document d'information sur la conférence sur le partenariat industriel et l'investissement en Afrique*, ONUDI, octobre 1999 [en ligne]. Disponible sur <http://www.unido.org/userfiles/puffk/cipia2f.pdf>, consulté le 15 octobre 2007.

Pairault Thierry et Wei Wang, *À propos financement des PME chinoises*, Techniques Financières et Développement, N° 79, 2005, pp 43-48 [en ligne]. Disponible sur <http://pairault.fr/echcss/doc/pew.pdf>, consulté le 15 octobre 2007.

Pedersen P. O. , Sverrison A. et Van Dijk M. P., Flexible specialization : the dynamic of small scale industrie the south intermediate technology publications, Londres,1994.

Queman C., *Le Financement des PME en Afrique*, Techniques Financières et de Développements, n° 38-39, Mars/Juin 1995, pp. 63-65.

Ross S. A., *The determination of financial structure: the incentive-signaling approach*, Bell Journal of Economics, vol. 8, N°1, 1977, pp. 23-40.

Roux Dominique, *Analyse économique et gestion de l'entreprise (théories, méthodes et pratiques)*, Dunod, Paris, 1986.

Shyam-Sunder L., et Myers S.C, *Testing tradoff against pectices order models of capital structure*, Journal of Financial Economics, 1999.

Signonney A., *Le financement des PME*, édition d'Organisation, Paris, 1994, 180 pages.

Solnick B., *Gestion financière de l'entreprise*, édition Fernand Nathan, Paris, 1982, 191 pages.

Stiglitz J. et WEISS A., *Credit rationing in markets with imperfect information*, *American Economic Review*, vol. 71, 1984.

Stoffaes C., *L'investissement et la politique industrielle*, annale des mines, juin-juillet, 1997.

Tchad et Culture, *Le pétrole tchadien : Les enjeux de développement*, spécial n°double 209 / 210, sep - oct. 2000.

Tiane K. F., *Les entreprises face aux banques dans le contexte actuel au Cameroun*, Juris info n° 8 1991.

TRESOR-ECO, *L'accès des entreprises au crédit bancaire*, TRESOR-ECO N°7 janvier 2007 [en ligne]. Disponible sur <http://economie-gestion/compta/analysefin/pdf/syntheseфин.pdf>, consulté le 15 octobre 2007.

Vallée Samuel, *Banque-PME : une relation à mettre à niveau*, Conjoncture N°869-Septembre 2005-19 [en ligne]. Disponible sur <http://www.accife/maroc:votreccif/publications/dossier-Sept-05pdf>, consulté le 13 octobre 2007.

Vernimmen Pierre, *Finance d'entreprise*, 4^eédition, Quiry (P) et Ceddaho Franck, édition Dalloz, Paris, 2000, 983p.

Villieu, *Macroéconomie : l'investissement*, La Découverte, Paris, 2000.

Walcott (S.M.), FRP Report N°50, 2001 [en ligne]. Disponible sur http://frp.aysps.gsu.edu/frp/frpreports/report_50/report_50.htm, consulté le 03 Août 2005.

Williamson O., *Corporation finance and corporation governance*, Journal of Finance, vol 43, pp.567-591.

Zébé Valéry, *La décision d'investissement et le choix de mode de financement dans les PME tchadiennes : cas des PME de la ville de Ndjaména*, Mémoire de Maîtrise, université de Ngaoundéré / Cameroun, 2004.

Ziane Ydriss, *La structure d'endettement des PME françaises : Une étude sur les données de panel*, Revue Internationale PME, vol 17, N° 1, 2004, pp. 12